RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2017/1272 DE LA COMMISSION

du 14 juillet 2017

fixant, pour 2017, des plafonds budgétaires applicables à certains régimes de soutien direct prévus par le règlement (UE) nº 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) nº 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) nº 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) nº 73/2009 du Conseil [1], et notamment son article 22, paragraphe 1, son article 36, paragraphe 4, son article 42, paragraphe 2, son article 47, paragraphe 3, son article 49, paragraphe 2, son article 51, paragraphe 4, et son article 53, paragraphe 7,

considérant ce qui suit:

(1) Pour chaque État membre appliquant le régime de paiement de base prévu au titre III, chapitre 1, du règlement (UE) nº 1307/2013, le plafond national annuel visé à l'article 22, paragraphe 1, dudit règlement pour l'année 2017 doit être fixé par la Commission en déduisant du plafond national annuel établi à l'annexe II dudit règlement les plafonds fixés conformément aux articles 42, 47, 49, 51 et 53 de ce règlement. Conformément à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1307/2013, toutes les augmentations appliquées par les États membres en vertu de cette disposition doivent être prises en compte.

(2) Pour chaque État membre appliquant le régime de paiement unique à la surface prévu au titre III, chapitre 1, du règlement (UE) nº 1307/2013, le plafond national annuel visé à l'article 36, paragraphe 4, dudit règlement pour l'année 2017 doit être fixé par la Commission en déduisant du plafond national annuel établi à l'annexe II dudit règlement les plafonds fixés conformément aux articles 42, 47, 49, 51 et 53 de ce règlement.

(3) Pour chaque État membre octroyant le paiement redistributif prévu au titre III, chapitre 2, du règlement (UE) nº 1307/2013, le plafond national annuel visé à l'article 42, paragraphe 2, dudit règlement pour l'année 2017 doit être fixé par la Commission sur la base du pourcentage notifié par l'État membre concerné conformément à l'article 42, paragraphe 1, de ce règlement.

(4) En ce qui concerne le paiement pour les pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement prévu au titre III, chapitre 3, du règlement (UE) nº 1307/2013 pour l'année 2017, les plafonds nationaux annuels visés à l'article 47, paragraphe 3, dudit règlement pour l'année 2017 doivent être calculés conformément à l'article 47, paragraphe 1, dudit règlement et s'élèvent à 30 % du plafond national de l'État membre concerné, comme énoncé à l'annexe II de ce règlement.

(5) Pour les États membres qui octroient le paiement pour les zones soumises à des contraintes naturelles prévu au titre III, chapitre 4, du règlement (UE) nº 1307/2013, les plafonds nationaux annuels visés à l'article 49, paragraphe 2, dudit règlement pour l'année 2017 doivent être fixés par la Commission sur la base du pourcentage notifié par les États membres concernés conformément à l'article 49, paragraphe 1, de ce règlement.

(6) En ce qui concerne le paiement en faveur des jeunes agriculteurs prévu au titre III, chapitre 5, du règlement (UE) nº 1307/2013, les plafonds nationaux annuels visés à l'article 51, paragraphe 4, dudit règlement pour l'année 2017 doivent être fixés par la Commission sur la base du pourcentage notifié par les États membres conformément à l'article 51, paragraphe 1, de ce règlement et ne peuvent être supérieurs à 2 % du plafond annuel établi à l'annexe II.

(7) Lorsque le montant total du paiement en faveur des jeunes agriculteurs demandé pour l'année 2017 dans un État membre dépasse le plafond fixé conformément à l'article 51, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1307/2013 pour cet État membre, la différence doit être financée par l'État membre conformément à l'article 51, paragraphe 2, dudit règlement, tout en respectant le montant maximal fixé à l'article 51, paragraphe 1, de ce règlement. Pour des raisons de clarté, il y a lieu de fixer ce montant maximal pour chaque État membre.

[1] JO L 347 du 20.12.2013, p. 608.

(8) Pour chaque État membre accordant le soutien couplé facultatif prévu au titre IV, chapitre 1, du règlement (UE) nº 1307/2013 pour l'année 2017, les plafonds nationaux annuels visés à l'article 53, paragraphe 7, dudit règlement pour l'année 2017 doivent être fixés par la Commission sur la base du pourcentage notifié par l'État membre concerné conformément à l'article 54, paragraphe 1, de ce règlement.

(9) En ce qui concerne l'année 2017, la mise en œuvre des régimes de soutien direct prévus par le règlement (UE) nº 1307/2013 a débuté le 1er janvier 2017. Par souci de cohérence entre l'applicabilité de ce règlement pour l'année de demande 2017 et l'applicabilité des plafonds budgétaires correspondants, il convient que le présent règlement s'applique à partir de la même date.

(10) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité des paiements directs,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2017 applicables au régime de paiement de base visé à l'article 22, paragraphe 1, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point I de l'annexe du présent règlement.

2. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2017 applicables au régime de paiement unique à la surface visé à l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point II de l'annexe du présent règlement.

3. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2017 applicables au paiement redistributif visé à l'article 42, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point III de l'annexe du présent règlement.

4. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2017 applicables au paiement pour les pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement visé à l'article 47, paragraphe 3, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point IV de l'annexe du présent règlement.

5. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2017 applicables au paiement pour les zones soumises à des contraintes naturelles visé à l'article 49, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point V de l'annexe du présent règlement.

6. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2017 applicables au paiement en faveur des jeunes agriculteurs visé à l'article 51, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point VI de l'annexe du présent règlement.

7. Les montants maximaux pour l'année 2017 applicables au paiement en faveur des jeunes agriculteurs visé à l'article 51, paragraphe 1, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point VII de l'annexe du présent règlement.

8. Les plafonds nationaux annuels pour l'année 2017 applicables au soutien couplé facultatif visé à l'article 53, paragraphe 7, du règlement (UE) nº 1307/2013 sont fixés au point VIII de l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 1er janvier 2017.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 juillet 2017.

Par la Commission

Le président

Jean-Claude JUNCKER

ANNEXE

I. **Plafonds applicables au régime de paiement de base prévus à l'article 22, paragraphe 1, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Belgique	222 198
Danemark	553 021
Allemagne	3 022 776
Irlande	826 181
Grèce	1 129 245
Espagne	2 826 613
France	3 185 167
Croatie	108 746
Italie	2 245 528
Luxembourg	22 779
Malte	648
Pays-Bas	504 278
Autriche	470 393
Portugal	274 189
Slovénie	73 619
Finlande	262 269
Suède	401 863
Royaume-Uni	2 112 701

II. **Plafonds applicables au régime de paiement unique à la surface prévus à l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Bulgarie	379 042
République tchèque	462 074
Estonie	80 043
Chypre	30 396
Lettonie	123 537
Lituanie	180 990

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Hongrie	733 351
Pologne	1 559 217
Roumanie	919 141
Slovaquie	252 841

III. **Plafonds applicables au paiement redistributif visé à l'article 42, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Belgique	47 460
Bulgarie	55 922
Allemagne	339 366
France	723 902
Croatie	24 113
Lituanie	70 061
Pologne	289 802
Portugal	16 298
Roumanie	97 072
Royaume-Uni	48 599

IV. **Plafonds applicables au paiement pour les pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement prévus à l'article 47, paragraphe 3, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Belgique	150 629
Bulgarie	237 968
République tchèque	252 960
Danemark	250 437
Allemagne	1 454 424
Estonie	37 111
Irlande	363 570
Grèce	562 899
Espagne	1 460 000
France	2 171 705

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Croatie	72 338
Italie	1 139 862
Chypre	14 900
Lettonie	69 129
Lituanie	140 121
Luxembourg	10 046
Hongrie	402 940
Malte	1 573
Pays-Bas	217 309
Autriche	207 526
Pologne	1 023 556
Portugal	174 617
Roumanie	540 401
Slovénie	40 801
Slovaquie	133 391
Finlande	157 048
Suède	209 303
Royaume-Uni	955 896

V. **Plafonds applicables au paiement pour les zones soumises à des contraintes naturelles prévus à l'article 49, paragraphe 2, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Danemark	2 857
Slovénie	2 149

VI. **Plafonds applicables au paiement en faveur des jeunes agriculteurs prévus à l'article 51, paragraphe 4, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Belgique	8 367
Bulgarie	1 310
République tchèque	1 686
Danemark	4 341
Allemagne	48 481

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Estonie	408
Irlande	24 238
Grèce	37 527
Espagne	97 333
France	72 390
Croatie	4 823
Italie	37 995
Chypre	397
Lettonie	3 200
Lituanie	5 838
Luxembourg	502
Hongrie	5 373
Malte	21
Pays-Bas	14 487
Autriche	13 835
Pologne	34 119
Portugal	11 641
Roumanie	18 013
Slovénie	2 040
Slovaquie	604
Finlande	5 235
Suède	10 465
Royaume-Uni	16 308

VII. **Montants maximaux applicables au paiement en faveur des jeunes agriculteurs prévus à l'article 51, paragraphe 1, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Belgique	10 042
Bulgarie	15 865
République tchèque	16 864
Danemark	16 696
Allemagne	96 962

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Estonie	2 474
Irlande	24 238
Grèce	37 527
Espagne	97 333
France	144 780
Croatie	4 823
Italie	75 991
Chypre	993
Lettonie	4 609
Lituanie	9 341
Luxembourg	670
Hongrie	26 863
Malte	105
Pays-Bas	14 487
Autriche	13 835
Pologne	68 237
Portugal	11 641
Roumanie	36 027
Slovénie	2 720
Slovaquie	8 893
Finlande	10 470
Suède	13 954
Royaume-Uni	63 726

VIII. **Plafonds applicables au soutien couplé facultatif prévus à l'article 53, paragraphe 7, du règlement (UE) nº 1307/2013**

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Belgique	83 985
Bulgarie	118 984
République tchèque	126 480
Danemark	24 135
Estonie	6 142

(en milliers d'EUR)

Année civile	2017
Irlande	3 000
Grèce	186 061
Espagne	584 919
France	1 085 853
Croatie	36 169
Italie	455 945
Chypre	3 973
Lettonie	34 565
Lituanie	70 060
Luxembourg	160
Hongrie	201 470
Malte	3 000
Pays-Bas	3 500
Autriche	14 527
Pologne	505 160
Portugal	117 535
Roumanie	226 708
Slovénie	17 680
Slovaquie	57 800
Finlande	102 605
Suède	90 698
Royaume-Uni	52 815